

surgissant nationalement, bien qu'ayant une portée internationale, en ce qu'elles sont la conséquence d'un processus historique s'exprimant par une dépendance étroite entre les classes antagonistes sur l'échelle mondiale. De ce fait, toute lutte nationale d'un prolétariat donné ne peut arriver à terme qu'en s'inspirant d'enseignements découlant de la lutte du prolétariat international, qu'en transposant ces enseignements sur son terrain spécifique de lutte.

Mais l'intention de De Man n'est évidemment pas de reviser son révisionisme pour revenir au marxisme ; la négation de la thèse un peu simpliste du réformisme classique doit lui permettre de préciser sa conception **nationaliste-active** de la lutte ouvrière, et, par là, de faire mettre au Musée des Antiques la valeur verbalement internationaliste attribuée jusqu'ici par la social-démocratie au socialisme. Sur cet aspect du fameux repli national, nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir. Examinons donc le problème central lui-même. Après beaucoup d'autres, De Man a découvert la tendance actuelle du capitalisme : le repli national. Evidemment, il veut bien concéder que « le caractère général et irrésistible de cette évolution était déjà reconnue par certains théoriciens du socialisme dès avant la fin du siècle précédent, mais c'est à lui que revient le grand mérite d'avoir découvert le « socialisme nouveau », adaptation nécessaire à l'évolution du capitalisme.

La tendance des Etats capitalistes vers le développement du protectionnisme, condition indispensable pour la formation des monopoles et, par conséquent, aspect concret du repli national, est aussi vieille que le capitalisme lui-même. Déjà Engels, dans une note du III<sup>e</sup> Livre du « Capital » (page 118), faisait une remarque saisissante sur le protectionnisme portant sur les industries d'exportation, et disait : « les capitalistes acquièrent, de plus en plus, la conviction que les forces productives modernes, avec leur développement rapide et gigantesque, échappent tous les jours davantage aux lois de l'échange capitaliste qui devaient les diriger. Les deux symptômes suivants l'établissent à l'évidence : 1<sup>o</sup> la nouvelle et universelle manie des droits de production qui se distinguent de l'ancienne idée protectionniste en ce qu'elle poursuit, avant tout, la protection des articles susceptibles d'exportation ; 2<sup>o</sup> les Cartels et les Trusts qui se créent, dans les grandes branches de production ». Par ailleurs, Lénine, dans sa brochure de vulgarisation sur « l'Impérialisme dernière étape du Capitalisme », a suffisamment insisté sur le caractère protectionniste du capitalisme nouveau, surgi de la concentration des entreprises et des banques, pour qu'il soit permis d'affirmer, qu'en somme, la « découverte » d'H. De Man est tout bonnement — comme L. Blum l'a d'ailleurs fait, très à propos, remarquer dans le « Populaire » — un truc publicitaire pour mettre en évidence une idée assez vieille.

Le repli national est donc une **tendance organique du capitalisme**, une tendance vers un profit supplémentaire donnant la possibilité d'écouler les marchandises sur le marché extérieur à des prix inférieurs au prix de revient, un moyen de protéger des industries nationales à composition organique faible. Que, dans une période de régression du capitalisme, cette tendance organique se renforce dans la mesure inverse où s'accroît la concentration, le monopolisme dans les branches de la production, que cette tendance s'exprime, dans une pareille phase, par l'établissement d'une liaison étroite entre l'Etat ainsi renforcé et le capital financier, il n'y a là qu'un phénomène **normal** de l'économie capitaliste, dans une période où la préparation pour la guerre nécessite la concentration maxima du capitaliste sur le plan national. Il y a évidemment du « nouveau » dans toute régression, mais, alors, ce nouveau s'exprime dans un sens de dégradation progressive. Le capitalisme nouveau, les modifications dans la structure du capitalisme que De Man découvre aujourd'hui s'avèrent donc comme des mystifications, des titres à effet, pour expliquer le passage — qui date du XIX<sup>e</sup> siècle — du stade de la libre concurrence — qui n'a jamais existé à l'état « pur » — au stade du capital monopoliste qui ouvrit l'ère de l'impérialisme. Lénine, à ce propos, bien avant la découverte d'Henri De Man, disait que « l'ancien capitalisme de la libre concurrence et de la Bourse, son régulateur indispensable s'en vont. Un nouveau capitalisme lui succède, qui semble quelque chose de transitoire et réalise une sorte de combinaison de la libre concurrence et du monopole ». Le processus de

transfiguration du capitalisme, substituant définitivement la lutte entre Etats, instruments d'un capital financier omnipotent, à la lutte entre capitalistes isolés, est donc un phénomène spécifique au capitaliste qui s'est accéléré en fonction des antagonismes nouveaux de l'après-guerre. En premier lieu, cette accélération résulte non d'une évolution fatale du capitalisme, mais de la défaite du prolétariat international qui, seul, aurait pu harmoniser le développement des forces de production. Cette « crise de la révolution se rencontrant avec la crise du capitalisme » ne pouvait que déterminer l'accentuation des caractères spécifiques au monde capitaliste, sur la base de son absorption momentanée des contrastes de classe pouvant menacer directement le système existant. Mais l'intention de De Man n'est certainement pas de rabâcher une série de formules archi-connées, mais bien de donner une signification particulière à un phénomène capitaliste : démontrer que la lutte ouvrière doit se limiter **naturellement** dans des objectifs nationaux pour ce qui est de sa forme et de son contenu, que socialisation signifie nationalisation progressive de l'économie capitaliste, ou économie mixte. Sous le couvert de « l'action immédiate », De Man en arrive à prêcher l'adaptation nationale des ouvriers dans la « nation une et indivisible » et qui, enfin, nourrie par les conséquences de la défaite révolutionnaire en Allemagne et la dégénérescence croissante de l'Etat prolétarien, s'offre comme le refuge suprême des ouvriers mâtés par la réaction capitaliste.

#### LES CLASSES MOYENNES

Voici ce qu'apporte H. De Man à ce sujet : « la petite bourgeoisie de 1848 était libérale et démocratique sur le terrain politique, mais monopoliste sur le terrain économique ; la grande masse des classes moyennes d'aujourd'hui poursuit, à l'égard de l'Etat, une politique antilibérale et antidémocratique, mais se sent économiquement opprimée et exploitée par les monopoles que détient le capital financier. Tout comme naguère, l'anticapitalisme des classes moyennes s'accompagne d'un antiprolétarisme qui provient de leur crainte d'être rejetées dans le prolétariat et de leur désir de s'élever au-dessus de lui. Mais cet anticapitalisme a changé de caractère avec le capitalisme lui-même. A certains points de vue, économiques et non politiques, cet anticapitalisme est devenu moins réactionnaire que celui du siècle dernier. En effet, il se dresse contre un capitalisme qui entretemps a passé lui-même d'une phase progressive à une phase régressive, à mesure que la concurrence faisait place au monopole, l'initiative patronale à la domination bancaire, le libre échange au protectionnisme. En somme, on peut dire aujourd'hui que la masse des classes moyennes s'oppose au capitalisme monopoliste, mais non au capitalisme compétitif et se rend compte de ce qu'elle a des intérêts communs avec les masses ouvrières à l'égard du capitalisme financier, mais non à l'égard des autres formes du capital ».

Ainsi, De Man prétend que la petite bourgeoisie de 1848 était monopoliste sur le terrain économique. Il y a pourtant une distinction fondamentale entre monopolisme et corporatisme, et le fait que, dans le même article, De Man parle des « monopoles corporatifs », non seulement le confirme, mais nous montre qu'il y a un peu de confusion dans le cerveau de notre honorable professeur. Le monopolisme est le fait du développement de la concentration des entreprises et des capitaux et l'annulation de la concurrence dans les branches fondamentales de la production de capitalismes déterminés. En ce sens, il ne peut être employé que pour ce qui concerne l'économie capitaliste. La corporation, sous sa forme la plus rigide, date du moyen-âge et correspond à une production artisanale (1). Parallèlement au développement du commerce et de la production se produisit une différenciation de fonctions qui, dès lors, donna aux corporations un sens relatif de réglementation de la production (limitation de la production, du nombre d'ouvriers, des prix). Au surplus, le développement de l'industrie manufacturière,

(1) Selon Waltzing — « Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains », « les corporations existaient déjà dans l'ancienne Rome, mais sans règlements sur les méthodes, ni apprentissage imposé, ni monopoles ».